Bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière - N° 8 | Avril 11

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | 06 17 56 01 74

« Un revenu décent est notre droit humain le plus fondamental »

Multiplication des grèves et protestations pour les salaires

Depuis plusieurs semaines, en France, les grèves et protestations pour les salaires se multiplient. Il faut dire qu'il n'y a pas, en France, un travailleur qui n'ait vu son pouvoir d'achat baissé ces dernières années. Alimentation, essence, loyers, transports en commun, tout augmente sans cesse, sauf les salaires et autres revenus du travail comme les retraites et les allocations chômage. Au 1er janvier 2011, le Smic horaire brut est de 9 euros, soit 1.365 euros bruts ou, pour ce qui intéresse directement les salariés, 1.073 euros net mensuel. Et c'est avec ces 1.073 euros qu'un travailleur au SMIC doit se nourrir, payer son loyer, s'habiller, assurer l'éducation de ses enfants, etc. Avec un salaire d'à peine plus de 1.000 euros mensuels, lorsque le seuil de pauvreté en France est fixé à 950 euros par personne, cela montre combien de travailleuses et de travailleurs vivent en dessous ou juste au dessus du seuil de pauvreté. Et on ne parle là que des travailleurs qui ont un emploi à temps complet et un CDI, pas de ces 17% de salarié(e)s (dont 83,8% sont des femmes) qui subissent le temps et un salaire partiel ou de ces 13% de travailleurs précaires qui galèrent entre CDD, missions d'intérim, contrats « aidés » et périodes de chômage. Que ce soit dans les bureaux, les ateliers ou les chantiers, dans le secteur public ou privé, c'est le même cri « on en peut plus ! ». Entre les prix des produits de premières nécessités qui augmentent, les crédits à rembourser, les agios qui s'ajoutent aux dépenses... les fins de mois arrivent de plus en plus tôt.

Ce ras-le-bol des salaires qui ne permettent plus de vivre décemment, avec en plus des conditions de travail de plus en plus dures, des menaces constantes de licenciements, touche l'ensemble de la classe ouvrière. Aussi, ces dernières semaines, des luttes, grèves ou débrayages ont éclaté dans de nombreuses boîtes, surtout du privé et touchant presque tous les secteurs d'activité. A Colmar, 500 ouvriers des usines Liebherr ont manifesté et débrayé le même jour et on finit par obtenir une augmentation de 70 euros par mois. Le 23 février à l'usine Saft


Ouvriers de Véolia en grève, Avignon

(production de batteries) à Bordeaux, les ouvriers ont demandé 3% d'augmentation, soit la même augmentation que les actionnaires d'une usine qui a dégagé 26 millions d'euros de bénéfices. A Avignon, depuis le 9 mars, ce sont les travailleurs de Véolia qui sont en lutte pour les salaires, multipliant les actions tant contre leur direction (investissement du siège de la boîte et courte séquestration des cadres le 10 mars) que contre les donneurs d'ordre publics de cette société privée (interventions vers le conseil municipal, la préfecture, etc.). Que ce soit dans le transport de fonds comme les employés de chez Brink's, dans la sous-traitance automobile comme à l'usine Lisi Automotive Former de Mélisey (Haute-Saône), les salariés du groupe Auto distribution (sociétés Sansac et Cosac) à Clermont-Ferrand, les ouvriers de Toyota Boshoku à Somain ou Faurecia à Hénin-Beaumont (Nord) ou ceux d'Honeywell à Condé-sur-Noireau (Calvados), dans l'alimentation comme à la fromagerie de Beauzac (Haute-Loire), le commerce comme à Intermarché, Carrefour ou But, dans la chimie comme à l'usine Foresa d'Ambarès, chez Michelin à Montceau-les-Mines, dans l'ingénierie avec Assystem à Cherbourg, dans l'électronique comme les ouvriers de C & K à Dole (Jura), ou dans le secteur du bâtiment comme chez Lafarge-Granulats où les ouvriers ont bloqué toute livraison de matériaux le 21 mars, on est bien devant un mouvement qui touche presque tous les secteurs de la classe ouvrière, et, ce qui est remarquable y compris des entreprises et des secteurs qui ne sont d'habitude pas très revendicatifs et combatifs.

Ici ou là, des luttes ont même permis des



Pour en finir avec le surendettement...

Selon les dernières études du Conseil Économique et Social, 50.9 % des ménages en France sont endettés. En mai 2009, la Banque de France indiquait une hausse de 30% en un an des dossiers de surendettement. Rien d'étonnant à ça. Avec des salaires, des retraites ou des allocations chômage qui ne permettent plus de joindre les deux bouts, bien des prolétaires sont tentés par les nombreux crédits revolving proposés à tous les coins de rue, par les banques, les magasins et les organismes type Cofidis, pour mettre un peu de beurre dans les épinards, pour faire face à une dépense imprévue, etc. Après le premier crédit et les remboursements qui grèvent le budget, on peut se tourner vers un deuxième, voir un troisième, et/ou, un licenciement, une maladie ou autre « accident de la vie » provoque une chute de revenus, sans compter qu'entre le moment où on a pris le crédit et celui où on rembourse, pour des années, les prix des produits de premières nécessités augmentent bien plus vite que les salaires. Et voilà comment de nombreux travailleurs, chômeurs et retraités se retrouvent criblés de dettes qu'ils ne pourront jamais rembourser. Sans parler des milliards offerts par le gouvernement pour sauver les banques de la crise, tous ces organismes de crédits, imposant des taux de crédits et des intérêts élevés, se sont déjà très largement remboursés sur l'argent prêté. Quand aux banques, qui offrent aussi des crédits revolving, elles s'enrichissent même des « accidents bancaires » qui tombent sur les prolétaires endettés (agio, frais pour chèques impayés, frais de ATD...). Sans oublier la lutte nécessaire pour l'augmentation des salaires, des retraites et allocations chômage, pour permettre une bouffée d'oxygène à des millions de gens, il est urgent de revendiquer aussi l' annulation de toutes les dettes personnelles dues à des banques ou autres organismes de crédit !

… aux banques et organismes de crédit de payer !

Sommaire |

victoires pour les travailleuses et les travailleurs. A Cognac, les ouvrières et ouvriers du nettoyage de l'entreprise Onet qui intervient comme sous-traitant du verrier Verallia ont, après 14 jours de grève, obtenu le 1er mars, une augmentation de 2,5 % à compter du 1er février, et une nouvelle augmentation de 1,7 % devant intervenir au 1er juin pour les plus bas salaires. Chez Interep, production de caoutchouc mousse à Aurey-sur-Loire, les travailleurs ont finit par obtenir une augmentation de 80 euros et une prime de 650 euros après 11 jours de lutte. Après une semaine de grève, les salariés de Prisma (presse) ont obtenu des augmentations de 3 % à 5,4 %. A la DCNS (chantiers navals), la direction, après plus d'un mois de lutte, a concédé la semaine dernière de 1,7 % à 1,9 % d'augmentation. Chez Alcan, le travail a repris début mars après la promesse de 2,8 % de revalorisation. Après trois jours de grève en février, les salariés des restaurants de Disney Village appartenant au groupe Flo ont obtenu, entre autres, l'instauration d'un treizième mois.

Ces victoires, dans des luttes isolées, permettent d'avoir une idée de ce qui pourrait être obtenu si la lutte était menée, non pas boîte par boîte, mais par l'ensemble du monde du travail, si la lutte entraînait aussi les grandes concentrations ouvrières comme Renault, PSA, le secteur public, etc. Et ce d'autant plus que les récents chiffres du CAC 40 montrent que de l'argent il y en a dans les poches du patronat. Selon un article publié par « Le Monde » indique que en « 2010, les sociétés composant l'indice CAC 40, ont réalisé globalement un chiffre d'affaires de 1.262 milliards d'euros, en augmentation de 6,92 % par rapport à l'année précédente. » Et concernant les bénéfices de ces sociétés, ce même article écrit : « le résultat cumulé des quarante sociétés de l'indice atteint 82,5 milliards d'euros, soit 85 % de plus que l'année passée. »

Vivre décemment est le droit humain fondamental de tout travailleur et de toute travailleuses. En ce début de 21ème siècle, toutes les richesses produites, les avancées technologiques, les progrès scientifiques peuvent largement offrir à chaque être humain vivant sur terre d'être libéré de la dictature du besoin et de la peur du lendemain. Le SMIC à 1.600 euros nets, une augmentation immédiate de 300 euros pour toutes et tous, et l'indexation des salaires sur la hausse des prix sont des revendications que nous pouvons obtenir, par un véritable coup de colère du monde du travail, plus puissant encore que celui de l'automne dernier. Et si la bourgeoisie refuse de nous donner les moyens de vivre décemment, qu'elle n'oublie pas que c'est nous, les travailleuses et les travailleurs qui faisons tourner ses usines, que c'est nous qui produisons toutes les richesses et assurons tous les services, et que nous avons la puissance et les moyens de prendre ce qui est notre dû : les usines et autres moyens de production ainsi que le pouvoir d'État !

■ **Camille Boudjak**

Luttes contre l'austérité dans toute l'Europe

Si, dans tous les pays d'Europe comme ailleurs, les gouvernements imposent l'austérité et les attaques anti-ouvrières à la population, les travailleuses et travailleurs résistent.

- En Belgique, les syndicats FGTB et CGSLB avaient lancé un appel à une journée de protestation le 4 mars contre « l'Accord Interprofessionnel » prévoyant des gels de salaires. Dans bien des villes, comme Liège ou Charleroi, la journée a pris des allures de grève générale, touchant transports en commun, industries et grandes surfaces, montrant ainsi la puissance de la classe ouvrière belge lorsqu'elle laissera exploser sa colère.
- Le 25 mars, 10.000 travailleurs de la fonction publique ont manifesté à Belgrade (Serbie) contre les mesures d'austérité, alors que les enseignants sont en grève pour obtenir 20% d'augmentation de salaire.
- Au Portugal, après d'importantes manifestations contre la précarité le 12 mars, des milliers de travailleurs ont manifesté le 19 contre de nouvelles mesures d'austérité, proclamant «Basta! Les travailleurs en ont marre de payer la crise ». Toujours contre ces mesures d'austérité, les cheminots se sont mis en grève le 23 mars, suivis le lendemain par les travailleurs des transports urbains qui ont paralysé le métro de Lisbonne. Et d'autres catégories de salariés devraient suivre le mouvement.
- A Londres, Grande-Bretagne, des centaines de milliers de personnes ont manifesté le 26 mars contre les mesures d'austérité, ce qui en fait la plus grande manif de ces vingt dernières années.
- En Italie, les travailleurs des transports se sont mis en grève le 1 avril pour dénoncer les coupes budgétaires, et en Allemagne, les cheminots des entreprises privées (comme Véolia ou Kéolis) débrayent pour des hausses de salaires.

Lyon : Chômeurs en lutte

Le 25 mars, nous, une vingtaine de chômeurs et précaires, à l'appel de la CGT Privés d'Emploi et Précaires, du Collectif Vaudais des privés d'emploi, et de salariés intermittents du spectacle avons mené une action de « décontamination » vers les locaux du MEDEF à Lyon. Alors que se terminaient les négociations sur la convention UNEDIC, il s'agissait de dénoncer les radiations de Pôle Emploi et de rappeler que si les patrons ne cessent de réclamer la baisse de ce qu'ils appellent « cotisations patronales », ces cotisations c'est la richesse que les travailleurs produisent. Comme l'indique le communiqué de la CGT PEP du Rhône sur cette action : « Tant que des millions d'emplois ne seront pas créés, tant que l'emploi est rendu rare et précaire, il faut interdire les radiations par Pôle emploi, ainsi que les réductions ou suppressions de revenu de remplacement. » Ensuite, nous sommes allés occupé l'agence Pôle Emploi rue Guerin où nous avons obtenu, par notre pression, un rendez vous avec la direction territoriale, afin de l'interpeller sur le problème des suppressions et suspensions de l'indemnisation de travailleurs privés d'emploi suite aux radiations. Comme le proclame la banderole de la CGT PEP du Rhône « Chômeurs, salariés, ne payons pas leur crise ! ».

■ **Yadi Kohi**



« Décontamination » des locaux du MEDEF

TFN Franche-Comté : Les ouvrières ont des droits !

Avec le transfert au 1 mars des chantiers de nettoyage des agences de Pôle Emploi de Franche-Comté de TFN à Orchestral Services – Enett, plusieurs salariées se sont retrouvées chassées de leurs postes de travail. La direction d'Orchestral Services – Enett a cherché tous les moyens pour se débarrasser de certaines salariées et contourner l'obligation de conserver l'ensemble des salariées sur leurs chantiers, en particulier les erreurs faites par la direction de TFN comme l'absence d'avenant au contrat de travail indiquant que des salariées ont changé de lieux de travail suite à la restructuration de Pôle Emploi et au déménagement de plusieurs de ses bureaux et services . En plus, la direction d'Orchestral Service – Enett a en plus bien souvent traité ces salariées avec mépris et sans le moindre respect. Un cadre de Orchestral Service—Enett a même cherché à faire signer un CDD de 15 jours à une ouvrière en CDI. Il est vrai que dans ce secteur, avec peu de présence syndicale, où, en plus des temps partiels imposés et des salaires de misère, s'ajoutent à l'exploitation capitaliste l'oppression machiste et le mépris raciste, les patrons se croient, encore plus qu'ailleurs, tout permis. Mais cette fois, les travailleuses ne se sont pas laissées faire, ont saisi l'inspection du travail, fait appel à des militants CGT et sont bien décidées à faire respecter leurs droits et à conserver leurs heures de travail.

Pour recevoir régulièrement notre bulletin en PDF, écrivez nous à : contact@communisme-ouvrier.info

Contre la dictature de Kadhafi et contre le militarisme occidental

Vendredi 18 mars 2011, le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté la possibilité de frappes aériennes contre l'armée de Kadhafi. Alors que les bombardements et les massacres continuent autour de Benghazi, que l'armée de Kadhafi a quasiment repris le contrôle du pays, une intervention militaire occidentale aérienne ne serait en rien un soutien à la population de Libye contre la dictature.

Sans revenir sur les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, où plus personne ne croit qu'elles avaient pour but de défendre la « liberté », les « droits humains » ou la « démocratie », tout le monde sait que les armes de Kadhafi ont en grande partie été achetées à des capitalistes français. Ainsi, c'est le 18 février 2011, que finalement le Quai d'Orsay décidait de suspendre la livraison de matériel militaire à la Libye, avouant ainsi que depuis des années et des années le gouvernement français vendait à Kadhafi les armes nécessaires pour maintenir sa dictature. Interrogé par Public Sénat, loin des déclarations et résolutions hypocrites de l'ONU et des gouvernements occidentaux, Serge Dassault avait justement indiqué « « Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent ». Et effectivement, comment s'étonner ou feindre l'indignation que la dictature de Kadhafi utilise les armes qu'elle a achetées aux capitalistes occidentaux ?

L'Arabie Saoudite, d'ailleurs, après qu'elle soit intervenue militairement pour écraser dans le sang la révolte à Bahreïn, est susceptible de « fournir des moyens » à des frappes militaires aériennes sur la Libye. Ce simple exemple montre toute l'hypocrisie de ceux qui parlent de frappes aériennes au nom d'un soutien au soulèvement contre la dictature.

Une intervention militaire, que ce soit par des frappes aériennes ou une autre forme d'intervention, sous l'égide des grandes puissances, n'a en aucun cas pour but de « libérer » qui que ce soit et surtout pas la population libyenne. Au mieux, il s'agira de remplacer la dictature de Kadhafi par celle de ses anciens ministres qui dirigent aujourd'hui, après avoir été des cadres du régime, le « Conseil de Transition ». Que ce soit en Libye ou ailleurs, les régimes bourgeois n'interviennent jamais pour le bien des populations, mais seulement pour leurs propres profits.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière, 19 mars 2011**

Enlèvement et torture d'Alaa Nabil par les services irakiens

Nos camarades communistes-ouvriers irakiens sont partie prenante du mouvement de manifestations quotidiennes en Irak depuis plus d'un mois. Yanar Mohammed témoigne ici d'un nouvel épisode de la répression qui sévit dans ce pays.

Après avoir été libéré hier d'une heure de détention au poste de police, Alaa Nabil, un des organisateurs des protestations de la place Al Tahrir et du groupe du 25 février, a demandé à récupérer ses affaires en vue de la prochaine manif. 24 heures après, des 4×4 aux vitres teintées avec des hommes en civil sont allés à sa résidence et l'ont enlevé dans une des ruelles avoisinantes, cachant sa tête pour qu'il ne puisse voir où on l'emmenait.

On l'a mis face au mur d'une grande salle, roué de coups de pieds, fouetté avec des tuyaux et des câbles sur le dos et les bras. Puis on lui a dit : « Nous allons vous couper la langue à toi et tes collègues Firas Ali, Suad Shwaili, et Falah Alwan si vous osez aller place Al-Tahrir et si vous continuez ça. Si vous persistez dans ce travail d'organisation, nous vous descendrons tous et jetterons vos corps là où on ne les retrouvera pas ».

Alaa a ensuite été jeté dans une voiture et relâché place Al Alawi, près de la zone verte.

Voilà les méthodes des nouveaux services de sécurité de la « démocratie » en Irak. Voilà leur façon de gérer la liberté d'expression et des manifestations pacifiques. Il semble que les milices sectaires aient été recruté pour leurs services, cette fois contre les manifestants. Tout cela est en partie le fruit de l'occupation américaine.

Nous ne laisserons pas les criminels et les assassins l'emporter en Irak.

L'oppression, les coups contre la rébellion seront vaincus.

Vive la liberté !

■ **Yanar Mohammed**
(présidente de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, membre du groupe du 25 février), 23 mars 2011

Infos régulières en français sur l'Irak :
http://www.solidariteirak.org/

La lutte au Moyen-Orient

Egypte : Face à la contre-révolution

Le 8 mars, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, des milliers d'Egyptiennes se sont rassemblées Place Tahrir au Caire pour revendiquer l'égalité. Le lendemain, l'armée est intervenue et dix-huit femmes au moins ont été arrêtées par les militaires. Selon l'organisation Amnesty International, les manifestantes ont été frappées avant de subir des décharges électriques, forcées à se déshabiller et photographiées par les soldats. Elles ont ensuite été soumises à des tests de virginité et menacées d'être accusées de prostitution si ceux-ci se révélaient négatifs. Fin mars, au nom de la « stabilité du pays », le gouvernement a sorti un projet de loi pour interdire les manifestations et les grèves. Il apparaît de plus en plus clairement que si Moubarak est parti, le but des militaires au pouvoir est de rétablir « l'ordre », de reconstruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, sa terreur et ses forces de répression pour écraser toute contestation et en particulier les luttes ouvrières. Aussi, le 1er avril, des dizaines de milliers de manifestant(e)s se sont à nouveau rassemblés Place Tahrir au Caire pour lutter face à la contre-révolution militaire.

Syrie : Intensification des luttes et de la répression

Commencées à Deraa, au sud du pays, à la mi-mars, les protestations n'ont cessées de s'intensifier en Syrie, touchant début avril la plupart des villes du pays, y compris la capitale Damas et les villes kurdes du nord. A chaque manifestation, le régime de Bachar al-Assad répond par une répression violente, avec à chaque fois des centaines d'arrestations, de blessés et même plusieurs dizaines de morts. Dans la région kurde, où la population est privée de la nationalité syrienne par le régime nationaliste arabe, la population a pour slogan «Nous ne voulons pas seulement la nationalité mais aussi la liberté » , ailleurs, comme à Deraa, où le siège du Parti Baas a été incendié le 21 mars, on crie « plutôt la mort que l'humiliation ».

Jordanie : La monarchie assassine

Lors de la manifestation du 25 mars à Amman contre la corruption, le chômage et pour les libertés, Khairy Jamail Saad, un chômeur âgé de 54 ans, a été assassiné par les forces de répression. On compte par ailleurs plus de cent blessés dans la répression de cette manifestation et on rapporte que les flics ont arrêté des manifestants blessés dans les hôpitaux. Le 25 mars, cela faisait aussi une semaine que les enseignants de Jordanie étaient en grève pour revendiquer le droit de constituer un syndicat.

Iran : La colère est toujours là

A l'occasion du nouvel an iranien le 21 mars, des protestations ont éclaté comme à Chiraz où les gens ont scandé « mort au dictateur ! » et « Moubarak, Ben Ali et maintenant au tour de Said Ali » (c'est à dire Khamenei). Dans la nuit du 15 mars déjà, à l'occasion de la fête du feu, le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran et l'Organisation de la Jeunesse Communiste ont fait état de protestations et de révoltes à travers tout le pays, comme à Sanandaj où le bâtiment du conseil municipal a été attaqué, à Téhéran, Mashhad, Kermanshah, Rasht et ailleurs, où de nombreux affrontements ont opposé jeunes filles et garçons aux forces de répression du régime.

Les accidents nucléaires au Japon et la question du communisme

Le terrible séisme qui endeuille le Japon se double d'un accident nucléaire dans le pays qui a subi les horreurs d'Hiroshima et de Nagasaki. Des ouvriers, des pompiers ont laissé leur vie, mis en danger leur santé pour essayer de réparer les dégâts. Les conséquences à long termes sont encore inconnues.

Les séismes, les tsunamis font partie des phénomènes naturels inévitables. Par contre, on peut se prémunir, autant que possible, de leurs effets néfastes et protéger des vies. C'est pourquoi la question de la sécurité des centrales nucléaires est une fois de plus en jeu. Pourquoi est-ce que des centrales nucléaires ont été construites par dizaines dans la région du monde la plus exposée aux tremblements de terre ? Elles sont implantées dans des zones à risque, parce que le Japon, comme chaque Etat capitaliste, souhaite garantir son « indépendance » en matière d'électricité. Comme toute question importante, comme toute décision grave dont la portée est planétaire, c'est l'avis de l'ensemble de la communauté humaine qui devrait être pris en compte, pas celui de tel ou tel Etat, de tel ou tel gouvernement.

Les nuages radioactifs ne s'arrêtent pas aux frontières, quoi qu'en disent les communiqués gouvernementaux. La division de l'humanité par des frontières, de gouvernements plus obnubilés par leur indépendance « nationale » que par le bien-être de l'humanité, est parfaitement anachronique. La communauté humaine existe déjà à l'échelle planétaire et elle en est consciente. Quand les manifestants du Wisconsin reprennent les slogans de leurs frères et sœurs d'Egypte, quand les soulèvements se propagent de semaine en semaine au-delà des frontières, les frontières nationales apparaissent de plus en plus comme une entrave au progrès humain, comme un retard sur la réalité.

Prendre une décision sur un sujet aussi grave que le nucléaire, se poser la question : « doit-on ou non employer cette source d'énergie ? » nécessite plusieurs choses : que l'ensemble de la population mondiale puisse réellement participer aux décisions, à égalité ; qu'aucun intérêt financier, industriel, gouvernemental, aucune idéologie nationaliste, aucune division factice de l'humanité ne vienne s'en mêler ; que chacune ait eu la possibilité de s'informer sur les enjeux et faire un choix bien informé, de comparer les avantages et les défauts du nucléaire avec ceux d'autres sources d'énergie.

Dans le monde où nous vivons aujourd'hui, aucune de ces conditions n'est réunie. Le pays le plus peuplé du monde, la Chine, est une dictature, et ce n'est pas le seul régime autoritaire qui subsiste malgré les secousses des dernières semaines. Dans les « démocraties », toutes sortes de verrous institutionnels garantissent à une classe dirigeante quasi-inamovible l'exercice du pouvoir politique malgré les alternances et les apparences de choix. L'imbrication de l'Etat et du Capital garantit que les choix politiques soient favorables à ce dernier. De toute façon, comment parler de démocratie quand le monde de l'entreprise, qui occupe l'essentiel de notre temps, n'en est pas une ?

Quand des entreprises, des groupes industriels et financiers publics ou privés ont intérêt à vendre du nucléaire, quand les revenus de capitalistes en dépendent, les débats sont par nature faussés. Non seulement ils ont les moyens d'imposer leurs choix, mais aussi de les justifier idéologiquement par leur propagande,



par leurs savants, par leur presse, par le fric qu'elles distribuent aux villages situés près des centrales pour leur faire oublier les risques…

Quand ce ne sont pas ces groupes capitalistes, ce sont parfois leurs « opposants » apparents qui s'en chargent. Le nationalisme de gauche, qui se pare parfois des atours du communisme, est souvent le plus ferme défenseur des politiques nucléaires au nom de l'indépendance nationale et du développement industriel. En France, le PCF et la culture politique nationaliste qu'il a léguée à la gauche, en est l'un des piliers.

Quand 20% des habitants de la planète est analphabète ; quand la misère, la faim, la nécessité de trouver un toit, un logement, de nourrir sa famille, priment sur toute autre considération ; quand on est abruti par les horaires et les conditions de travail, fatigués par le rythme, par la stupidité des tâches et des chefs, comment est-ce qu'on pourrait prendre le temps de s'informer sérieusement des enjeux du nucléaire, peser le pour et le contre, examiner les autres pistes, se faire un avis sérieux et informé, prendre une décision qui ne soit pas le seul reflet de l'ignorance ou de l'idéologie dominante ?

Pour affronter ces questions nous avons besoin d'une autre société, de réaliser pleinement la communauté humaine mondiale, consciente de ses choix et de sa destinée, de balayer tous les obstacles, les frontières, les intérêts privés, les classes sociales et leurs idéologies qui s'y opposent. Le communisme, la société sans classes, sans frontières et sans états, n'est pas une utopie généreuse, mais une réponse concrète aux problèmes actuels de l'Humanité.

■ **Nicolas Dessaux**

Solidarité ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière

Pour suivre l'actualité des luttes de la classe ouvrière dans le monde, des combats des femmes pour l'égalité, des révoltes pour les droits humains, face à la répression, l'Initiative Communiste-Ouvrière a lancé un blog auquel il est possible de contribuer : http://communismeouvrier.wordpress.com/

Qui sommes nous ?

Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* ».

Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste.

Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.